

RCS : AURILLAC
Code greffe : 1501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de AURILLAC atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2003 B 00086
Numéro SIREN : 449 149 384
Nom ou dénomination : @COM.CANTAL-AUVERGNE

Ce dépôt a été enregistré le 15/03/2018 sous le numéro de dépôt A2018/000361

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
..... **AURILLAC**



122545

Dénomination : @COM.CANTAL-AUVERGNE
Adresse : 1 rue Pasteur 15000 Aurillac -FRANCE-

n° de gestion : 2003B00086
n° d'identification : 449 149 384

n° de dépôt : A2018/000361
Date du dépôt : 15/03/2018

Pièce : Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire
du 02/01/2018



122545

A2018 000351
2003300086

@COM.CANTAL-AUVERGNE
Société à responsabilité limitée
au capital de 30 000 euros
Siège social : 1 Rue Pasteur
15000 AURILLAC
449 149 384 RCS AURILLAC



EXTRAIT

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 02 JANVIER 2018

L'an deux mille dix-sept,
Le 02 Janvier,
A 18 heures,

Les associés de la société @COM.CANTAL-AUVERGNE, société à responsabilité limitée au capital de 30 000 euros, divisé en 3 000 parts de 10 euros chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, 1 Rue Pasteur 15000 AURILLAC, sur convocation faite par la gérance.

Sont présents :

Monsieur Bernard LAPORTE, titulaire de 1 part sociale en pleine propriété
Société @COM.NORD DU LOT, représentée par Monsieur Bernard LAPORTE, titulaire de 2999 parts sociales en pleine propriété

seuls associés de la Société et représentant en tant que tels la totalité des parts sociales émises par la Société.

L'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Bernard LAPORTE, gérant.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Approbation du projet de fusion prévoyant l'absorption de la société @COM.MAURY et Associés par la société @COM.CANTAL-AUVERGNE,
- Constatation de la réalisation de la fusion et de la dissolution simultanée sans liquidation de la société @COM.MAURY et Associés,
- Modification de l'article des statuts relatif aux apports,
- Approbation du projet de fusion prévoyant l'absorption de la société @COM.MAURY par la société @COM.CANTAL-AUVERGNE,
- Constatation de la réalisation de la fusion et de la dissolution simultanée sans liquidation de la société @COM.MAURY,

- Modification de l'article des statuts relatif aux apports,
- Agrément de tiers en qualités d'Associés,
- Modification corrélative des statuts,
- Nomination d'un cogérant,
- Rémunération du cogérant,
- Agrément de créancier nantis,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- une copie de la lettre recommandée adressée à chaque associé et les avis de réception,
- un exemplaire des statuts de la Société,
- un exemplaire du projet de fusion de la société @COM.MAURY et Associés,
- le certificat de dépôt du projet de fusion au greffe du Tribunal de commerce d'AURILLAC,
- l'avis du projet de fusion publié au Bodacc en date du 29/11/2017 pour la société @COM.MAURY et Associés,
- l'avis du projet de fusion publié au Bodacc en date du 17/11/2017 pour la société @COM.CANTAL-AUVERGNE,
- un exemplaire du projet de fusion de la société @COM.MAURY,
- le certificat de dépôt du projet de fusion au greffe du Tribunal de commerce d'AURILLAC,
- l'avis du projet de fusion publié au Bodacc en date du 29/11/2017 pour la société @COM.MAURY,
- l'avis du projet de fusion publié au Bodacc en date du 17/11/2017 pour la société @COM.CANTAL-AUVERGNE,
- le texte du projet des résolutions qui seront soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

Par ailleurs, il déclare que les documents énumérés à l'article R. 236-3 du Code de commerce ont été mis à la disposition des associés, au siège social, trente jours au moins avant la date de la présente assemblée, dans les conditions prévues par l'article précité.

L'Assemblée lui donne acte de ces déclarations. Le Président donne lecture des projets de fusion. Puis, le Président déclare la discussion ouverte. Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

../..

TREIZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du désir de la société @ COM. NORD DU LOT de céder 2998 parts sociales lui appartenant dans la Société à la société @COM.EXPERTISE – Société d'expertise-comptable et de commissariat aux comptes, déclare autoriser cette cession et agréer expressément la société @COM.EXPERTISE – Société d'expertise-comptable et de commissariat aux comptes, en qualité de nouvelle associée à compter du jour où la cession sera signifiée à la Société ou du jour du dépôt d'un original de l'acte de cession au siège de la Société.



Cette résolution est adoptée à l'unanimité des votants.

QUATORZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, comme conséquence de l'adoption de la résolution précédente, décide, sous réserve de la réalisation de la cession autorisée, que l'article 08 des statuts sera, de plein droit, remplacé par les dispositions ci-après à compter du jour où cette cession sera rendue opposable à la Société.

ARTICLE 08 – CAPITAL SOCIAL – REPARTITION DES PARTS – LISTE DES ASSOCIES

Le capital est fixé à la somme de 30 000 euros. Il est divisé en 3000 parts de 10,00 euros chacune, intégralement libérées, souscrites en totalité par les associés et attribuées à la suite de diverses cessions de parts de la façon suivante :

A Monsieur Bernard LAPORTE, une part sociale en pleine propriété, Portant le numéro 2250, ci	1 part
A Madame Marie-Hélène TERNET, une part sociale en pleine propriété, Portant le numéro 01, ci	1 part
A la société @COM.EXPERTISE - Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes deux mille neuf cent quatre vingt dix huit parts sociales en pleine propriété, Numérotées de 02 à 2249 et de 2251 à 3000, ci	2998 parts =====
Total égal au nombre de parts composant le capital social :	3000 parts

La société membre de l'Ordre communique annuellement aux Conseils de l'Ordre dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apporté à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tout tiers intéressé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des votants.

QUINZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des votants.

../..

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le président de séance et les associés ou leurs mandataires.

**Pour copie certifiée conforme à l'original
Monsieur Jean AUDUBERT**

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
..... **AURILLAC**



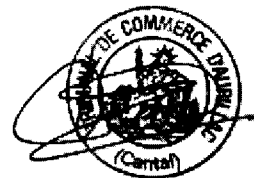
122546

Dénomination : @COM.CANTAL-AUVERGNE
Adresse : 1 rue Pasteur 15000 Aurillac -FRANCE-

n° de gestion : 2003B00086
n° d'identification : 449 149 384

n° de dépôt : A2018/000361
Date du dépôt : 15/03/2018

Pièce : Statuts mis à jour du 14/02/2018



122546

A2018/000361
2003300086

@COM.CANTAL-AUVERGNE
Société d'expertise comptable à responsabilité limitée
au capital de 30 000 euros
Siège social : 1, Rue Pasteur
15000 AURILLAC
449 149 384 RCS AURILLAC

TRIBUNAL DE COMMERCE

12 MARS 2018

GREFFE - 15000 AURILLAC

STATUTS MIS A JOUR
ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 02/01/2018
ET ACTE SOUS SEING PRIVE EN DATE DU 14/02/2018

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a large loop and several vertical strokes.

Article 1er - Forme

La société est de forme à responsabilité limitée. Elle est régie par les dispositions légales et réglementaires concernant cette forme de société, l'ordonnance du 19 septembre 1945 et par les présents statuts.

Article 2 - Dénomination

"La dénomination de la Société est : @COM.CANTAL-AUVERGNE."

La société sera inscrite au tableau de l'Ordre sous son sigle.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots « Société à responsabilité limitée » ou des lettres S.A.R.L. et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention « société d'expertise comptable » et de l'indication du tableau de la circonscription de l'Ordre où la société est inscrite.

Article 3 - Objet

La société a pour objet l'exercice de la profession d'expert-comptable et de commissaire aux comptes.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet.

Elle peut notamment, sous le contrôle du Conseil régional de l'Ordre, prendre des participations financières dans des entreprises de toute nature, ayant pour objet l'exercice des activités visées par les articles 2 et 22, al 7 de l'Ordonnance du 19 septembre 1945, modifiée par la loi du 8 août 1994, sans que cette détention constitue l'objet principal de son activité.

Article 4 - Siège social

Le Le siège social est fixé : 1 Rue Pasteur 15000 AURILLAC.

Il pourra être transféré dans le même département par simple décision de la gérance et partout ailleurs, en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 05 – DUREE

La durée de la société est fixée à 99 années à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

ARTICLE 06 – APPORTS – FORMATION DU CAPITAL

Le capital social est fixé à la somme de 30.000 euros (trente mille). Il est divisé en 3000 parts de 10 euros chacune. Leur répartition figure ci-après.

Par AGE du 02/01/2018, Lors de la fusion par voie d'absorption de la société @COM.MAURY et Associés, SARL, au capital de 100.000 euros, dont le siège social est 1 Allée Jean Constant 15200 MAURIAC, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 320420805, il a été fait apport du patrimoine de cette Société, la valeur nette des biens apportés s'élevant à 457.506,49 euros ; en raison de la détention par la Société de la totalité du capital de la société @COM.MAURY et Associés dans les conditions prévues par les articles L. 236-23 et L. 236-11 du Code de commerce, cet apport n'a pas été rémunéré par une augmentation de capital.

Par AGE du 02/01/2018, Lors de la fusion par voie d'absorption de la société @COM.MAURY SARL, au capital de 10.000 euros, dont le siège social est Zone d'Activité du Coudert 15400 RIOM-ES-MONTAGNE, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 444912380, il a été fait apport du patrimoine de cette Société, la valeur nette des biens apportés s'élevant à 206.515,04 euros ; en raison de la détention par la Société de la totalité du capital de la société @COM.MAURY dans les conditions prévues par les articles L. 236-23 et L. 236-11 du Code de commerce, cet apport n'a pas été rémunéré par une augmentation de capital.

ARTICLE 07 – AVANTAGES PARTICULIERS

Les Présents statuts ne présentent aucun avantage particulier.

ARTICLE 08 – CAPITAL SOCIAL – REPARTITION DES PARTS – LISTE DES ASSOCIES

Le capital est fixé à la somme de 30 000 euros. Il est divisé en 3000 parts de 10,00 euros chacune, intégralement libérées, souscrites en totalité par les associés et attribuées à la suite de diverses cessions de parts de la façon suivante :

A Monsieur Bernard LAPORTE, une part sociale en pleine propriété, Portant le numéro 2250, ci	1 part
A Madame Marie-Hélène TERNET, une part sociale en pleine propriété, Portant le numéro 01, ci	1 part
A la société @COM.EXPERTISE - Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes deux mille neuf cent quatre vingt dix huit parts sociales en pleine propriété, Numérotées de 02 à 2249 et de 2251 à 3000, ci	2998 parts
	=====
Total égal au nombre de parts composant le capital social :	3000 parts

La société membre de l'Ordre communique annuellement aux Conseils de l'Ordre dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apporté à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tout tiers intéressé.

ARTICLE 09 – AUGMENTATION OU REDUCTION DU CAPITAL

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations d'augmentation ou de réduction du capital doit respecter les règles de quotités de parts sociales que doivent détenir les professionnels experts-comptables.

ARTICLE 10 – TRANSMISSION DES PARTS

Le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales est requis pour toute transmission de parts au profit :

- D'un tiers
- - du conjoint, d'un héritier, ascendants ou descendant d'un associé, sauf si celui-ci a déjà la qualité d'associé.

Article 11 - Exclusion d'un professionnel associé

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit au tableau cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter de la date d'effet de la décision.

Si son départ a pour effet d'abaisser la part du capital détenue par des professionnels au-dessous des quotités légales, il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder la partie de ses parts permettant à la société de respecter ces quotités.

Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts. Le prix, est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

Article 12 - Indivisibilité et démembrement des parts sociales

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les copropriétaires de parts indivises sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

Article 13 - Responsabilité des associés

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels associés assument dans tous les cas la responsabilité de leurs travaux et activités. La responsabilité propre de la société laisse subsister la responsabilité personnelle de chaque professionnel en raison des travaux qu'il exécute lui-même pour le compte de la société. Les travaux et activités doivent être assortis de la signature personnelle de l'expert comptable ainsi que du visa ou de la signature sociale.

Article 14 - Gérance

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés experts-comptables et nommés, pour une durée illimitée, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société.

Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, les hypothèques et nantissements, toutes conventions ayant pour objet un droit de présentation de clientèle, toutes prises de participations compatibles avec l'objet social dans d'autres sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire.

Révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, le gérant peut résigner ses fonctions, en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité ordinaire.

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés ; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

Article 15 - Décisions collectives

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et ordinaires dans tous les autres cas.

Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés ; toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes dans les six mois de la clôture de chaque exercice.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Le procès-verbal de l'assemblée est signé de tous les associés présents. Cependant, il peut être établi une feuille de présence ; dans ce cas, le procès-verbal est signé des seuls président et secrétaire de séance.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots « oui » ou « non ».

La volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

Article 16 - Majorités

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois ; les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant, la modification corrélatrice de l'article des statuts où figurait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

Sous réserve des exceptions précisées par la loi, la modification des statuts est décidée par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint ou un autre associé, dans les conditions de l'alinéa 2 de l'article 58 de la loi du 24 juillet 1966.

Article 17 - Année sociale

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1^{er} juillet et finit le 30 juin.

Article 18 - Affectation des résultats et répartition des bénéfices

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts.

En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

ARTICLE 19- Nomination du gérant.

Le gérant de la société, nommé sans limitation de durée est Monsieur Bernard LAPORTE, expert-comptable.

Le gérant ainsi nommé est tenu de consacrer tout le temps nécessaire aux affaires sociales.

Article 20 - Jouissance de la personnalité morale - Immatriculation au registre du commerce et des sociétés - Engagements de la période de formation

La société est constituée sous la condition suspensive de son inscription au tableau de l'Ordre. Elle jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

L'état des actes accomplis au nom de la société en formation, avec indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagements par la société lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés. Cet état a été tenu à la disposition des associés depuis le à l'adresse prévue du siège social.

Le ou les gérants sont en outre expressément habilités, dès leur nomination, à passer et à souscrire, pour le compte de la société, les actes et engagements entrant dans leur pouvoirs statutaires et légaux. Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société, après vérification par l'assemblée ordinaire des associés, postérieurement à l'immatriculation de la société au registre du commerce, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

Article 21 - Publicité - Pouvoirs

Les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements sont effectuées à la diligence de la gérance. Monsieur DELMAS est spécialement mandaté pour signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

**STATUTS MIS A JOUR AU 31 DECEMBRE 2011
SUITE A LA MODIFICATION DE LA GERANCE**

